

## DECISION DU PRESIDENT

N° D-2023/124

**Inolya - Construction de 7 logements situés rue Marie Curie à Hérouville Saint Clair - Garantie à hauteur de 25% d'un emprunt d'un montant de 762 646 euros souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations**

### LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE URBAINE

**Inolya – Construction de 7 logements situés rue Marie Curie à Hérouville Saint Clair - Garantie à hauteur de 25% d'un emprunt d'un montant de 762 646 euros souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations**

VU la délibération du conseil communautaire du 9 juillet 2020 donnant délégation d'attribution au président de la communauté urbaine Caen la mer,

VU les articles L. 5111-4 et L. 5215-1 du code général des collectivités territoriales,

VU l'article 2298 du Code civil,

VU le contrat de prêt n° 149027 en annexe signé entre Inolya, ci-après l'emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations,

CONSIDERANT la sollicitation d'Inolya du 12 juillet 2023,

### DÉCIDE

**ARTICLE 1** : d'accorder la garantie de la communauté urbaine avec renonciation au bénéfice de discussion pour le remboursement de toutes sommes dues en principal à hauteur de 25 %, augmentées dans la même proportion de tous intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires, au titre du contrat de prêt n° 149027 d'un montant total de 762 646 € entre Inolya et la Caisse des Dépôts et Consignations constitué de deux lignes de prêt. La quotité restante est garantie par le département du Calvados (50%) et par la commune de Hérouville Saint Clair (25%).

Le contrat de prêt est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

**ARTICLE 2** : d'accorder la garantie de la communauté urbaine pour le prêt, contracté auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, composé de deux lignes de prêt dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Prêt « PLUS »
- montant du prêt : 458 120 € ;
- durée totale du prêt : 40 ans ;
- périodicité des échéances : annuelle ;
- taux : taux indexé sur le livret A + 60 points de base ;
  
- Prêt « PLUS Foncier »
- montant du prêt : 304 526 € ;
- durée totale du prêt : 50 ans ;
- périodicité des échéances : annuelle ;
- taux : taux indexé sur le livret A +60 points de base ;

**ARTICLE 3** : d'accorder la garantie de la communauté urbaine en conformité avec les dispositions du code général des collectivités territoriales et notamment celles relatives au plafond de garantie, à la division du risque et au partage du risque.

**ARTICLE 4** : d'accorder la garantie de la communauté urbaine en étant parfaitement conscient de la nature et de l'étendue de son engagement de caution. Et être par ailleurs pleinement averti du risque de non remboursement du prêt par l'emprunteur et des conséquences susceptibles d'en résulter sur sa situation financière.

**ARTICLE 5** : d'accorder la garantie de la communauté urbaine pour la durée totale du Prêt jusqu'au complet remboursement de celui-ci et sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

**ARTICLE 6** : de s'engager, sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**ARTICLE 7** : de s'engager pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.

**ARTICLE 8** : de procéder aux opérations que nécessiterait, le cas échéant, la mise en œuvre de la garantie.

**ARTICLE 9** : de transférer son droit de réservation de logements sociaux à la commune de Hérouville Saint Clair sur laquelle les logements sont implantés.

**ARTICLE 10** : de signer, le cas échéant, la convention tripartite de réservations de logements avec Inolya et la commune de Hérouville Saint Clair.

**ARTICLE 11** : Monsieur le directeur général des services de la communauté urbaine Caen la mer est chargé de l'exécution de la présente décision.

**ARTICLE 12** : La présente décision sera intégrée au registre des délibérations du Conseil communautaire et il en sera rendu compte au Conseil communautaire.

**ARTICLE 13** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Caen dans un délai de 2 mois suivant sa publication. Ce recours contentieux peut être précédé dans ce délai d'un recours gracieux auprès de monsieur le président. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les 2 mois suivant la réponse au recours gracieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait à Caen, le 17 juillet 2023

Transmis à la préfecture le **18 JUIL, 2023**  
Identifiant de l'acte  
Affiché le **18 JUIL, 2023**  
Exécutoire le **18 JUIL, 2023**  
Notifié le

Le Président,

Joël BRUNEAU

